



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 02/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONFORAMA FRANCE (ex sccv nantour)

80 boulevard du Mandinet
MARNE-LA-VALLEE
77185 Lognes

Références : E23-²³¹⁵
Code AIOT : 0006520669

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2023 dans l'établissement CONFORAMA FRANCE (ex sccv nantour) implanté ZAC de la Terre Rouge 77220 Tournan-en-Brie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONFORAMA FRANCE (ex sccv nantour)
- ZAC de la Terre Rouge 77220 Tournan-en-Brie
- Code AIOT : 0006520669
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Conforama a été autorisée en 2017 à s'implanter dans la ZAC de la Terre Rouge.

Mis en service en 2019, cet entrepôt de 170 000 m² sert au stockage des meubles à destination des magasins du groupe. L'entrepôt ne stocke pas de produit dangereux.

L'inspection a débuté par un exercice de confinement des salariés du site, dans le cadre d'un exercice commun avec le site voisin. Cette inspection a été suivie d'un contrôle documentaire au sein des bureaux, puis d'un tour du site où nous avons échangé sur les constats que nous réalisons lors de celui-ci.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exercice de confinement
- Moyen de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes spécifiques en cas d'émanations toxiques provenant du site de BRE	Arrêté Préfectoral du 18/09/2017, article 7.2.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/09/2017, article 7.2.6.2	/	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/09/2017, article 7.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice de confinement a mis en lumière quelques dysfonctionnements mineurs sur la gestion et le décompte des personnes présentes sur site.

Concernant le suivi de l'établissement, les contrôles réglementaires sont réalisés et ne font pas état de dysfonctionnement particulier des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2017, article 7.2.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Constats : Les contrôles sont réalisés tous les ans. Les vérifications des contrôles n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection des installations classées. En particulier: La détection incendie a été contrôlée le 08 octobre 2022 par INEO; La détection produits chimiques a été étalonnée le 10 mars 2023 par GazDetect; Les extincteurs ont été contrôlés le 14 octobre 2022 par Climex. Ils auraient fait l'objet d'un contrôle la semaine précédant la visite de l'inspection, dont les conclusions n'étaient pas encore disponibles; Les RIA ont été contrôlés le 10 mars 2023 par 2AI; Les Sprinkleurs ont été contrôlés le 10 mars 2023 par CNPP. Le rapport fait état d'une unique non-conformité, concernant des stockages trop proches d'une tête de sprinklage; La DECI a été contrôlée le 20 septembre 2022 par A2I.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consignes spécifiques en cas d'émanations toxiques provenant du site de BRENNTAG

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2017, article 7.2.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI émanation brenntag
Prescription contrôlée : Des consignes écrites détaillées dans un POI sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'alerte et de confinement du personnel en cas de mise en œuvre du PPI (scénario risque toxique) ou en cas d'émissions incommodantes provenant de la Société BRENNTAG. Les visiteurs et intervenants extérieurs sont informés des consignes à suivre. Le personnel est formé et entraîné à l'application de ces consignes. Un exercice spécifique au minimum annuel est mené. L'alarme mise en œuvre est clairement reconnaissable et ne peut être confondue avec l'alarme incendie. L'exploitant met en œuvre, en concertation avec la société BRENNTAG, des mesures organisationnelles et /ou techniques permettant de déclencher suffisamment tôt l'alarme en accord avec la cinétique du phénomène accidentel afin de mettre en sécurité les salariés.
Constats : Dans le cadre de ce contrôle inopiné et en lien avec les sites proches, l'inspection a débuté par le déclenchement d'un exercice de confinement chez Conforama, suite à déclenchement d'une alerte sur le site voisin de la société Brenntag. A la détection de l'alerte chez Brenntag, Conforama a déclenché sa propre alarme. Il convient de noter que celle-ci a alerté les voisins par sa puissance sonore, entraînant quelques appels inquiets des riverains. L'équipe accompagnant l'inspecteur a mis, depuis le poste de garde, environ 5min pour rejoindre la cellule de confinement 1. Peu après, à 7min40, l'inspecteur a demandé l'arrêt de la relance de l'alarme, n'effectuant que deux cycles d'alerte de cinq minutes au lieu des trois prévus. Enfin, 13 minutes après le déclenchement de l'alarme et les décomptes, les salariés ont été libérés. Le bilan de cet exercice est le suivant : <ul style="list-style-type: none">– d'après la liste de présence, 140 personnes se trouvaient sur site, incluant les externes;– environ 115 ont effectivement confirmé s'être confinés;– une quinzaine de badge "non-confinés" seraient selon l'exploitant dus à une non réinitialisation de la liste durant le week-end, contrairement à la procédure Conforama. Il s'agit d'intervenants externes venus le vendredi ou d'anciens salariés;– sur la dizaine restante, 8 personnes n'étaient à priori pas confinées d'après la liste des badges actifs et par ailleurs n'étaient pas identifiées par l'exploitant;– enfin, deux personnes ne se sont pas confinées, à savoir deux transporteurs qui sont restés dehors, l'un au poste de garde, l'autre dans son camion ; Par conséquent, du point de vue de l'inspection, le nombre de personnes non-confinées oscille de 2 à 25 personnes. Cette situation nécessite d'être clarifiée, afin d'éviter le lancement d'opération de recherche non nécessaire. Après l'exercice réalisé de manière inopinée lors de cette matinée, l'inspection a pu échanger avec l'exploitant sur les consignes en cas d'alerte. Celles-ci existent et sont présentées aux équipes, incluses dans le POI, et des exercices sont menés régulièrement. Au regard des conclusions de l'exercice, l'inspection propose de demander à la société Conforama d'indiquer, sous 4 mois, quelles évolutions sont prévues afin de consolider la liste de présence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, installation électriques
<p>Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p>
<p>Constats : Les installations électriques ont été contrôlées durant le mois de novembre 2022. Le rapport présenté à l'inspection fait état d'une non-conformité sur un surpresseur du site, résolu depuis.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le contrôle 2023 avait été programmé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet